

Service risques et installations classées (SRIC)
12/14, rue des Archives
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 9 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 10/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 
GEOVIVA
Rue Charles Peguy
94190 Villeneuve-Saint-Georges

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2023/AH/N°220GR
Code AIOT : 0006522004

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2023 dans l'établissement GEOVIVA implanté rue Charles Péguy à Villeneuve-Saint-Georges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEOVIVA
- rue Charles Péguy 94190 Villeneuve-Saint-Georges
- Code AIOT : 0006522004
- Régime : Enregistrement

La chaufferie de l'installation date de 1986 et fait partie intégrante de la géothermie de Villeneuve-Saint-Georges. Elle est composée :

- d'un bâtiment abritant 3 chaudières:
 - 2 chaudières fonctionnant au gaz et au fioul lourd de 1 972 kW chacune ;
 - 1 chaudière au gaz de 2 673 kW ;
- d'un bâtiment constitué de 2 moteurs de 5,74 MW chacun.

La chaufferie était d'une puissance de 18,85 MW et soumise à déclaration avec contrôle périodique pour la rubrique 2910-A-2 [DC]

En 2020, un dossier de demande d'enregistrement concernant la rénovation et l'augmentation de la capacité de la centrale thermique et transmis. Après remplacement des 3 chaudières existantes, la puissance totale est de 31,48 MW. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la création d'un réseau de chaleur au sein de la commune de Valenton et du raccordement de nouveaux foyers.

L'arrêté préfectoral n°2021/00019 du 5 janvier 2021 acte le passage à l'enregistrement de l'installation.

Le site est classé selon la rubrique suivante :

Rubrique	Libellé	Paramètres	Régime
2910-A-1	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW.	<u>Une cogénération de 11,48 MW : 2 moteurs de 5,74 MW chacun</u> <u>Une chaufferie de 20 MW consommant exclusivement du gaz naturel : 2 chaudières de 8 MW chacune et une chaudière de 4 MW</u> <u>Soit une puissance totale de 31,48 MW</u>	E

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
Enregistrement et prescriptions complémentaires	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-46-23	/	Lettre de suite préfectorale	
Foudre	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25	/	Lettre de suite préfectorale	
Valeurs limites de bruit	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 69	/	Lettre de suite préfectorale	
Programme de surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74	/	Lettre de suite préfectorale	
Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86	/	Lettre de suite préfectorale	
Renforcement des articles 18, 19, 21 et 28 de l'arrêté du 3 août 2018 susvisé	Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 2.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15	/	Lettre de suite préfectorale
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21	/	Sans objet
Installations électriques, éclairage et chauffage	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24	/	Sans objet
Systèmes de détection de gaz et extinction automatique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27	/	Sans objet
Règles générales	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32	/	Sans objet
Moteurs	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 60	/	Sans objet
Généralités	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 70	/	Sans objet
Mesure en continu pour les installations de plus de 20 MW	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 78	/	Sans objet
Installations autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 10 mai 2023, qui consistait à vérifier la conformité de l'installation, vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, **6 non-conformités et 1 observation** ont été relevées :

- **Non-conformité n°1** : l'exploitant n'a pas réalisé de porter à connaissance avant la modification de ces installations (article R. 512-46-23 du code de l'environnement) ;
- **Non-conformité n°2** : l'exploitant n'a pas installé de nouvelles protections contre la foudre (article 25 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018) ;
- **Non-conformité n°3** : l'exploitant n'a pas réalisé d'étude des émissions sonores après la modification des installations (article 69 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018) ;
- **Non-conformité n°4** : l'exploitant n'a pas réalisé de contrôle des rejets aqueux plus de 4 mois après la mise en service de l'installation (article 74 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018) ;
- **Non-conformité n°5** : l'exploitant n'a pas réalisé de rapport de l'efficacité énergétique de l'installation (article 86 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018) ;
- **Non-conformité n°6** : l'exploitant n'a pas mis en place de point d'eau incendie comme aménagement à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 (article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral n°2021/00019 du 5 janvier 2021) ;
- **Observation n°1** : l'exploitant n'a pas réalisé de plan de localisation des risques suite aux modifications de l'installation (article 15 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018).

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle n° 1 : Enregistrement et prescriptions complémentaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-46-23
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement.</p> <p>Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.</p> <p>S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22.</p> <p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées du retrait de la cogénération des moteurs gaz de 5,74 MW chacun pour la future mise en place de pompe à chaleur. Cependant, cette modification est un changement notable et devait être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Point de contrôle n° 2 : Localisation des risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant signale la nature du risque dans chacune de ces parties sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : Étant donné la modification de l'installation, le plan de localisation des risques devait être modifié ce qui n'est pas le cas actuellement.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.
Constats : Les extincteurs ont été soit mise en place, soit vérifiés en juin 2022 (cf. planche photographique).
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 4 : Installations électriques, éclairage et chauffage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre. Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur permettent d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent, lors d'un incendie, de gouttes enflammées (classe d0). Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Le respect des normes NF C 15-100 (2015) et NF C 14-100 (2008) est présumé répondre aux exigences réglementaires définies au présent article.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle complet de vérification des installations électriques. Cependant, plusieurs pré-contrôles ont été réalisés par l'APAVE et un compte-rendu des levées de réserves a été transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 5 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Constats : L'exploitant n'a pas encore mis en place de dispositif de protection contre la foudre comme recommandé dans le dossier d'enregistrement
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Point de contrôle n° 6 : Systèmes de détection de gaz et extinction automatique.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : L'exploitant a réalisé la maintenance des systèmes de détection de gaz par la société MISSTER le 07/02/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 7 : Règles générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique, l'étalonnage le cas échéant et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites dans un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. Sans préjudice de la réglementation relative aux équipements sous pression, les systèmes de sécurité intégrés dans les appareils de combustion sont régulièrement contrôlés conformément aux préconisations du constructeur spécifiques à chacun de ces équipements. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites dans un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport des essais du système de sécurité incendie par la société COORSI le 03/05/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 9 : Moteurs.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 60
Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses : <ul style="list-style-type: none">- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ;- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale comprise entre 2 et 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2029 ;- aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté ;- aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 1 MW et 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter du 1er janvier 2030
Constats : Suite aux modifications de l'installation, le contrôle des rejets atmosphériques des moteurs n'a pas été réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 10 : Valeurs limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 69

Prescription contrôlée :

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.
Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Constats :

L'exploitant n'a pas réalisé d'étude des émissions sonores, depuis la mise en route de l'installation.
Cependant, l'inspection a été informé qu'une étude des émissions sonores sera réalisé à la suite de la mise en place des pompes à chaleur en début 2024.

Type de suites proposées :

Avec suites

Proposition de suites :

Lettre de suite préfectorale

Point de contrôle n° 11 : Généralités.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 70
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.
Constats : Lors de l'inspection, il a été dit à l'inspection des installations classées que le tri des déchets réalisé sur site n'était pas géré de façon optimale. Cependant, l'exploitant a informé que l'amélioration de la gestion des déchets sera améliorer dans les prochains jours.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 12 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74
Prescription contrôlée : Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation. Tous les résultats de la surveillance sont enregistrés.
Constats : L'exploitant a réalisé le contrôle de ces rejets atmosphériques, mais il n'a pas encore réalisé le contrôle de ces rejets aqueux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Point de contrôle n° 13 : Mesure en continu pour les installations de plus de 20 MW

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 78
Prescription contrôlée : Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 20 MW la concentration en SO ₂ , en NO _x , en poussières et en CO dans les gaz résiduels est mesurée en continu. - pour les installations de combustion qui ne sont pas équipées d'un dispositif de désulfuration des gaz résiduels destiné à respecter les VLE fixées au chapitre V du présent arrêté ; - pour les turbines et moteurs.- une mesure semestrielle est effectuée ; La mesure en continu des NO _x n'est pas obligatoire dans les cas suivants :- pour les turbines ou moteurs ;
Constats : L'exploitant ne réalise pas de contrôle en continu des poussières pour ces chaudières fonctionnant au gaz. Lors de l'inspection, il a été annoncé que les installations ne sont pas émettrices de poussières. Comme décrit dans le III de l'article 74 de l'arrêté ministériel, « La mesure ou l'estimation d'un polluant atmosphérique n'est pas obligatoire au titre du présent chapitre, si l'installation de combustion n'est pas soumise à une VLE pour ce polluant ». De ce fait, l'exploitant n'est pas dans l'obligation de réaliser des mesures continues en poussières.
Observations : L'inspection des installations classées invite l'exploitant à contrôler les émissions de poussières lors du prochain contrôle des rejets atmosphériques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n° 14 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86
Prescription contrôlée : L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO ₂). Pour les installations de puissance supérieure ou égale à 20 MW, l'exploitant fait réaliser tous les dix ans à compter de l'autorisation ou de l'enregistrement, par une personne compétente, un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Point de contrôle n° 15 : Installations autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58
Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses : - aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ; Gaz naturel NO _x = 100 CO = 100
Constats : L'exploitant a réalisé le contrôle de ces chaudières le 7 février 2023. L'inspection des installations classées a pu observer, dans le livret de l'installation, les tickets des paramètres relevés (cf. planche photographiques). Les valeurs des rejets sont conformes à la réglementation. Par exemple : Pour la chaudière de 4 MW, les valeurs de NO _x et de CO sont de respectivement 27 ppm (55 mg/Nm ³) et de 16 ppm (18,3 mg/Nm ³). Pour l'une des chaudières de 8MW, les valeurs de NO _x et de CO sont de respectivement 30 ppm (61,5 mg/Nm ³) et de 35 ppm (40 mg/Nm ³).
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 16 : Renforcement des articles 18, 19, 21 et 28 de l'arrêté du 3 août 2018 susvisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 2.1.2
Prescription contrôlée : [...] 2. installer un "point d'eau incendie" (P.E.I) : une citerne d'incendie ou une bouche/un poteau d'incendie: [...] dans le cas de l'implantation d'une bouche/un poteau incendie: implanter, selon les dispositions de la norme NF S 62-200, une bouche ou un poteau d'incendie DN 100 de débit unitaire 6 m ³ /h, conforme aux normes NF EN 14384 ou NF EN 14339 ; identifier et signaler le P.E.I conformément aux dispositions du RIDDECI susvisé.
Constats : L'exploitant n'a pas encore implanté de point d'eau incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Planche Photographique



Vue de l'installation



Ancien bâtiment des générateurs



Moteurs en cours d'enlèvement



Nouvelle chaudière de 4 MW (G410)



Nouvelle chaudière de 8 MW (G810)

71.02.2023.	G410	COMI
heures minutes.	testo 340	A) CO
V1. 16	60836692/F	T e
circuit 3	saussaie	lit 7
Retour Départ/Retour	ch2	Retour
régulation, pompe, app	COT SAUSA I	
	GRANGE	
	07.02.2023	08:20:09
	Combustible: Gaz-Naturel	
	02 réf: 3.0%	
	CO2 max: 11.8%	
	76.1 °C T fumées	
	27 ppm NOx	
	16 ppm CO	
OPÉRATIONS RÉALIS	1.28 Excès d'air	
programmée	4.95 % Oxygène	
	2.6 % qA	
	97.4 % Rdmt	
	26 ppm NO	
	23.4 °C T comburant	
	mbar Tirage	
	mbar P diff2	
	21 ppm CO non-dilué	
	55.4 °C Point rosée	
	9.02 l/min Débgaz	
	% CO2	
	kW W Gaz	
	1013 hPa P absolue	
	26.3 °C T appareil.	
	0.60 l/min Débit pompe	
	T. E. C. : °C	C
Nom :		

Ticket de contrôle de la chaudière de 4 MW

